

Communication de Thorbjørn Jagland sur les progrès de la réforme du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 11 avril 2011)

Légende: Le 11 avril 2011, lors de la deuxième partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, secrétaire général de l'organisation, pointe les nouveaux défis politiques auxquels le Conseil devra faire face et souligne la nécessité d'achever la réforme de l'organisation.

Source: Communication de Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à l'occasion de la 2e partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. [EN LIGNE]. [Strasbourg]: Conseil de l'Europe - Congrès des pouvoirs locaux et régionaux [22.11.2012]. Disponible sur <http://www.coe.int>

Copyright: (c) Conseil de l'Europe 2003

URL:

http://www.cvce.eu/obj/communication_de_thorbjorn_jagland_sur_les_progres_de_la_reforme_du_conseil_de_l_europe_strasbourg_11_avril_2011-fr-8e3b2da4-3712-4626-bac4-c6e402c4a6b0.html

Date de dernière mise à jour: 02/01/2013

Communication de Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à l'occasion de la 2e partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

(Strasbourg, 11 avril 2011)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Au mois de janvier dernier, j'ai promis à l'Assemblée de la tenir informée des progrès de la réforme du Conseil de l'Europe. Toutefois, auparavant, je tiens à rappeler qu'il ne s'agit pas d'une réforme administrative, mais d'une réforme politique. L'objectif est de permettre au Conseil de l'Europe de faire la différence face aux véritables défis qui se posent aujourd'hui à l'Europe. Or ils sont nombreux et le monde change rapidement. Certains changements majeurs sont d'ailleurs intervenus depuis la session de janvier, changements qui ont un effet direct sur l'Europe. Ils proviennent pour certains de l'extérieur, pour d'autres de l'intérieur, mais tous nécessitent une réaction du Conseil de l'Europe. La réforme qui a été mise en œuvre au sein du Conseil de l'Europe nous permettra de mieux les affronter en permettant d'y apporter des réponses plus rapides, plus ciblées, plus concrètes.

Au cours des dernières semaines, des mouvements historiques se sont manifestés dans le voisinage proche de l'Europe. Des populations sont descendues dans la rue et continuent de le faire, à Tunis, au Caire et ailleurs, pour exiger le respect de valeurs et de libertés qui sont le fondement de l'Europe. Pour nous tous, c'est une source non seulement d'espoir et de fierté, mais aussi d'humilité et de respect. C'est surtout une occasion que l'Europe ne doit pas rater.

Le Conseil de l'Europe a une grande responsabilité aujourd'hui. Il doit reconnaître la spontanéité des mouvements des peuples arabes. En créant de nouvelles relations entre l'Europe et les pays arabes, nous devons nous rappeler qu'il s'agit avant tout de soutenir la volonté des peuples. Dans le passé, les pays européens se sont bien trop souvent bornés à protéger leurs propres intérêts au détriment des valeurs universelles.

Face à ces événements, notre réaction a été immédiate et pertinente. Aujourd'hui, nous souhaitons agir de manière concrète, sur le terrain. C'est la raison pour laquelle le Président du Comité des Ministres, M. Davutoğlu, et moi-même sommes allés à Tunis pour offrir notre savoir-faire dans l'élaboration d'un nouveau code électoral et d'une nouvelle Constitution. La Commission de Venise a engagé le travail avec les autorités tunisiennes. Elle est également en contact avec le Maroc. De notre côté, nous avons aussi établi des relations avec les autorités égyptiennes.

Nous avons en outre réagi aux conséquences humanitaires de la situation, notamment en Libye. A cet égard, je suis en contact permanent avec le Secrétaire général des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres partenaires éminents de la scène internationale. Le Comité des Ministres a déjà discuté mes propositions sur l'action à entreprendre suite à l'arrivée massive de demandeurs d'asile et de migrants dans les Etats membres de l'Europe. Ces propositions ont pour but d'aider les Etats concernés à faire face à cette situation en respectant pleinement les normes du Conseil de l'Europe. En outre, différentes actions seront mises en œuvre en étroite coopération avec nos partenaires internationaux et doivent être considérées comme complémentaires à l'excellent travail engagé par d'autres organisations. Un document plus détaillé reprenant ces propositions est en cours de préparation et sera présenté aux gouvernements la semaine prochaine.

Notre attention se concentre actuellement sur la Méditerranée, mais nous ne devons pas pour autant perdre de vue la situation de nos voisins à l'Est, en Asie centrale. C'est pourquoi j'ai préparé une proposition détaillée sur la politique de voisinage du Conseil de l'Europe, qui sera discutée lors de la réunion ministérielle d'Istanbul, le mois prochain. L'objectif de cette politique est de faciliter la transition politique et démocratique dans ces pays, d'y promouvoir une bonne

gouvernance et de renforcer l'action régionale du Conseil de l'Europe dans la lutte contre certaines menaces globales, comme la traite des êtres humains, la cybercriminalité, le crime organisé ou le terrorisme. L'Assemblée parlementaire devrait jouer un rôle de premier plan dans cette entreprise, dans le cadre du Partenariat pour la démocratie, ou par le biais de sa participation à l'observation d'élections dans les pays de la région.

A l'heure actuelle, des changements majeurs n'ont pas seulement lieu dans notre voisinage immédiat. L'Europe change elle aussi et nous devons être particulièrement vigilants sur certaines questions. Au cours des derniers mois, plusieurs dirigeants politiques européens, Mme Merkel, M. Cameron et M. Sarkozy, ont dénoncé l'échec du multiculturalisme. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils soient opposés à la diversité culturelle et religieuse du continent. Les sociétés européennes se caractérisent par leur diversité, c'est un fait, mais quelque chose n'a pas fonctionné et les communautés vivent de manière séparée, parallèle. Certaines minorités, telles que les Roms, aujourd'hui très isolés, ont été stigmatisées et les partis xénophobes ont le vent en poupe dans de nombreux pays. Le terrorisme islamique, enraciné dans l'extrémisme religieux, se développe au sein même de nos sociétés. Les extrêmes se nourrissent entre eux et défient les droits fondamentaux et les valeurs de l'Europe.

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé au Groupe de personnalités éminentes, présidé par Joschka Fischer, de procéder à une évaluation de la situation sous un angle paneuropéen, sans chercher à pointer du doigt tel ou tel Etat membre. Nous avons besoin d'apprécier la diversité culturelle de nos pays mais nous devons aussi nous concentrer davantage sur ce qui nous unit. Le rapport du Groupe de personnalités éminentes nous donnera des indications importantes sur la manière dont nous pouvons trouver un terrain commun.

Je veux également vous informer sur le processus de réforme du Conseil de l'Europe.

A cet égard je dois tout d'abord souligner l'importance vitale de la Cour européenne des droits de l'homme. Il est absolument essentiel que des changements interviennent pour permettre d'endiguer son retard dans le traitement des affaires. Cela est indispensable autant pour la pérennité de la Cour que pour la crédibilité du système des conventions, qui garantit le respect des droits de l'homme partout sur le continent. C'est la raison pour laquelle la conférence qui se tiendra la semaine prochaine à Izmir, sous présidence turque, dans le cadre du processus d'Interlaken est d'une telle importance. Je suis sûr que nous saurons saisir cette occasion.

Parallèlement, la deuxième étape de la réforme est en cours. Nous avons éparpillé nos ressources dans trop d'activités, trop de programmes. Une partie du processus a dû être rationalisé, sans compter les comités intergouvernementaux : nous en avons soixante ! Je ne suis pas sûr que ce soit la machine la plus efficace pour faire face à la situation du XXI^e siècle. La réforme doit nous permettre de concentrer nos ressources sur les priorités essentielles que sont la lutte contre la traite des êtres humains, le terrorisme, la cybercriminalité et le blanchiment de l'argent. Nous devons aussi lutter contre la corruption, un cancer qui menace la démocratie dans de nombreux Etats membres, et faire davantage dans le domaine des migrations, surtout pour les Roms.

J'ai toujours été convaincu que le Conseil de l'Europe doit faire preuve de pionnier dans la lutte contre la violence domestique. Chaque jour, sept femmes en Europe sont battues à mort et de nombreuses autres sont blessées, physiquement et psychologiquement, et marquées à vie. La Convention sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique est une occasion historique : c'est l'instrument international qui nous permet de faire la différence. Elle sera ouverte à la signature à Istanbul et je vous appelle à faire en sorte que vos gouvernements soient les premiers à la signer. C'est encore un exemple où l'Assemblée et le reste du Conseil de l'Europe doivent travailler ensemble.

Cela vaut aussi pour la réforme elle-même. Un Conseil de l'Europe fort a besoin d'une Assemblée

forte, et inversement. C'est pourquoi je souhaite que vous travailliez ardemment pour mener à bien cette réforme. C'est une condition sine qua non pour préserver votre influence. Dans cet esprit, j'utiliserai toutes les occasions qui se présenteront pour consulter et écouter l'Assemblée, non seulement pendant les parties de session mais aussi à l'occasion des réunions du Bureau, de la Commission permanente et des autres organes concernés.

Enfin, je suis de près l'initiative de l'Assemblée visant à créer un forum annuel pour la démocratie à Strasbourg, en partenariat avec la ville, les autorités régionales de l'Alsace et le Gouvernement français. Cela nous permettra de travailler en étroite coopération avec les ONG et les universités par exemple. Le Conseil de l'Europe doit être à l'avant-garde en matière de démocratie. Ce rendez-vous, sur le modèle du forum mondial de l'économie qui se réunit chaque hiver à Davos, nous permettra d'examiner les défis que les démocraties ont à relever. Nous avons un rôle crucial à jouer dans ce domaine.

Lao Tseu a bien dit l'importance de savoir changer de direction pour accomplir son destin. Le Conseil de l'Europe était en perte de vitesse, en train de perdre sa crédibilité. Maintenant que nous avons changé de direction, nous devons véritablement passer à l'action. Le Conseil de l'Europe a été créé pour reconstruire l'Europe et créer une communauté fondée sur des valeurs universelles. Ses réalisations ont été considérables, mais l'histoire ne s'arrête pas. Nous devons regrouper nos forces pour trouver un consensus sur la façon de vivre ensemble et pour mettre un terme au développement polarisant auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Veillons plus que jamais à ce que le Conseil de l'Europe garde son importance.